

agricoles et horticoles, dénommée ci-après « Office » est remplacée par la partie de phrase « L'Administration de la santé animale et la qualité des produits animaux, dénommée ci-après « DG 5 ».

Art. 2. Le mot « Office » est remplacé par le mot « DG 5 » dans l'article 2, § 2, l'article 3, §§ 1er et 2, l'article 4 et l'article 5, §§ 1er, 2 et 3 du même arrêté.

Art. 3. Le mot « vergoedingen » ou « vergoeding » est remplacé, selon le cas, par le mot « retributies » ou « retributie » dans le texte néerlandais de l'article 3, § 2 et l'article 5, § 3, deuxième alinéa du même arrêté.

Art. 4. Il est inséré dans le même arrêté, un nouvel article 5bis rédigé comme suit : « Article 5bis. Les rétributies pour les missions de contrôle visées aux articles 3, § 2 et 5, § 3 du même arrêté sont à verser au Fonds de la santé et de la production des animaux. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

vervangen door de zinsnede : « Het Bestuur voor de dierengezondheid en de kwaliteit van dierlijke produkten, hierna « DG 5 » genoemd ».

Art. 2. In artikel 2, § 2, artikel 3, §§ 1 en 2, artikel 4 en artikel 5, §§ 1, 2 en 3 van hetzelfde besluit wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « DG 5 ».

Art. 3. In artikel 3, § 2 en artikel 5, § 3, tweede lid van de Nederlandse tekst van hetzelfde besluit wordt het woord « vergoedingen » of « vergoeding » volgens het geval vervangen door het woord « retributies » of « retributie ».

Art. 4. Een nieuw artikel 5bis wordt in hetzelfde besluit ingelast. Het luidt als volgt : « Artikel 5bis. De retributies voor de kontroleopdrachten, bedoeld bij artikelen 3, § 2 en 5, § 3 van dit besluit, dienen te worden gestort in het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine
en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,
A. BOURGEOIS

F. 95 — 1961

19 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel fixant les rétributies pour le contrôle des indications facultatives sur l'étiquetage de la viande de volaille

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993 et 21 décembre 1994, notamment l'article 32, § 2;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1991 relatif aux normes de commercialisation pour la viande de volaille, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1991, notamment l'article 2, § 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiée par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les moyens nécessaires doivent être immédiatement attribués à l'Administration de la santé animale et de la qualité des produits animaux afin de lui permettre de pouvoir exercer les contrôles prescrits par la réglementation communautaire,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1er. Lorsque l'Administration de la santé animale et de la qualité des produits animaux exerce des contrôles dans le cadre de la mission lui confiée par l'article 2, § 2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1991 relatif aux normes de commercialisation pour la viande de volaille, les abattoirs doivent payer une rétribution par tête de volaille abattue de :

1 F pour les modes d'élevage :

- « alimenté avec ... % de ... »;
- « élevé à l'intérieur - système extensif »;
- « sortant à l'extérieur ».

3,5 F pour les modes d'élevage :

- « fermier - élevé en plein air »;
- « fermier - élevé en liberté ».

§ 2. Ces rétributies doivent être versées au Fonds de la santé et de la production des animaux.

N. 95 — 1961

19 APRIL 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van retributies voor de controle op de facultatieve aanduiding in de etikettering van pluimveevels

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op de Dierengezondheidswet van 24 maart 1987 gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993 en 21 december 1994, inzonderheid artikel 32, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1991 betreffende handelsnormen voor vlees van pluimvee, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 april 1991, inzonderheid artikel 2, § 2;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijsbaar aan het Bestuur voor de dierengezondheid en de kwaliteit van de dierlijke produkten de nodige middelen moeten worden toegedekt om het toe te laten de door de communautaire wetgeving voorgeschreven controles te kunnen uitvoeren,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Wanneer het Bestuur voor de dierengezondheid en de kwaliteit van de dierlijke produkten controles uitvoert in toepassing van artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 28 november 1991 betreffende handelsnormen voor vlees van pluimvee, moet door de slachterijen een retributie betaald worden per stuk geslacht pluimvee van :

1 F voor de houderijsystemen :

- « gevoerd met ... % ... »;
- « scharrel ... binnengehouden »;
- « scharrel ... met uitloop ».

3,5 F voor de houderijsystemen :

- « boerenscharrel ... met uitloop » « hoeve ... met uitloop »;
- « boerenscharrel ... met vrije uitloop » « hoeve ... met vrije uitloop ».

§ 2. Deze retributies moeten worden gestort in het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren.

Art. 2. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 28 décembre 1992 fixant les rétributions pour le contrôle par l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles, des indications facultatives sur l'étiquetage de la viande de volaille est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 avril 1995.

A. BOURGEOIS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 95 — 1962

[S-C — 22148]

5 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, pour les prestations visées à l'article 34, 12^e, de la même loi

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 34, 12^e et 37, § 12;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment les articles 153*decies* à 153*undevicies* modifiés par les arrêtés royaux des 25 janvier 1988, 10 juillet 1990, 10 avril 1991 et 19 mai 1992;

Vu la proposition émise par la Commission de convention entre les maisons de repos et de soins, les maisons de repos pour personnes âgées et les organismes assureurs;

Vu l'avis émis le 6 février 1995 par le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis émis le 20 février 1995 par le Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté ministériel du 10 avril 1991 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et pour les prestations visées à l'article 23, 13^e, de la même loi, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 1991, actuellement d'application, peut donner lieu à une série d'abus sur le plan de qualification professionnelle du personnel soignant et sur celui de la continuité des soins administrés et qu'il convient d'y remédier dans les plus brefs délais et considérant que les mesures d'économie préconisées par le Gouvernement risquent de ne pas être réalisées, il est nécessaire que cet arrêté soit publié le plus rapidement possible,

Arrête :

Article 1er. § 1er. L'intervention de l'assurance soins de santé pour les prestations visées à l'article 34, 12^e, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est fixée comme suit dans les institutions visées au même article, qui ont adhéré à la convention entre les maisons de repos pour personnes âgées et les organismes assureurs :

1^o lorsque le bénéficiaire est hébergé dans une maison de repos pour personnes âgées agréée :

par journée et par bénéficiaire selon que celui-ci est classé dans une des catégories de dépendance O, A, B ou C visées à l'article 153*terdecies* de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, respectivement : 42 F (forfait O), 128 F (forfait A), 699 F (forfait B), 985 F (forfait C).

Art. 2. Overredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 28 december 1992, tot vaststelling van vergoedingen voor de controle op de facultatieve aanduiding in de etikettering van pluimveevoer door de Diensten van de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwproducten wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 april 1995.

A. BOURGEOIS

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 — 1962

[S-C — 22148]

5 APRIL 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de in artikel 34, 12^e, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 34, 12^e en 37, § 12;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op de artikelen 153*decies* tot 153*undevicies* gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1988, 10 juli 1990, 10 april 1991 en 19 mei 1992;

Gelet op het voorstel van de overeenkomstcommissie tussen de rust- en verzorgingstehuizen, de rustoorden voor bejaarden en de verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies, uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op 6 februari 1995;

Gelet op het advies, uitgebracht door de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op 20 februari 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het thans geldende ministerieel besluit van 10 april 1991 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de in artikel 23, 13^e, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 december 1991, een aantal mistoestanden in de hand kan werken op het vlak van de beroepsbekwaamheid van het verzorgingspersoneel en op het vlak van de continuïteit aan verzorging en verpleging en dit zo vlug mogelijk dient verholpen te worden en overwegende dat de door de Regering vooropgestelde besparingsmaatregelen gevaar lopen om niet gerealiseerd te worden, is het noodzakelijk dat dit besluit zo vug mogelijk ter kennis wordt gebracht,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging voor de verstrekkingen, bedoeld in artikel 34, 12^e van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt als volgt vastgesteld in de in hetzelfde artikel bedoelde inrichtingen die zijn toegetreden tot de overeenkomst tussen de rustoorden voor bejaarden en verzekeringsinstellingen :

1^o als de rechthebbende is opgenomen in een erkend rustoord voor bejaarden :

per dag per rechthebbende naargelang deze is gerangschikt in één van de afhankelijkheidscategorieën O, A, B of C die zijn bedoeld in artikel 153*terdecies* van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, respectievelijk : 42 F (forfait O), 128 F (forfait A), 699 F (forfait B), 985 F (forfait C).